

Document

Chroniques de la révolution tunisienne (par Alma Allende) – 2^e partie

(<http://www.michelcollon.info/Chronique-de-la-revolution.html>)

Demain les écoles doivent recommencer leurs activités, mais demain commence également une grève illimitée appelée par le syndicat de l'enseignement. Le gouvernement pourra-t-il supporter encore longtemps cette habitude obstinée de lutter ?

Onzième jour du peuple tunisien : Pour la dignité

Tunis, le 24 janvier 2011

Le pays inconnu, celui qui a fait la révolution, qui a sacrifié 120 vies dans les protestations, n'est pas dans l'Avenue Bourguiba, où les intellectuels fêtent une révolution qui les bénéficient et dont ils se retirent, mais bien dans la Quasba, en face du siège du Premier ministre. Hier, des centaines de personnes ont dormi ici et maintenant, à midi, ils sont des milliers qui continuent crier « Nidal nidal hata iusqut el nitham », « Al yaum al-yaum tusqut el-hukuma » (« Lutter, lutter jusqu'à en finir avec le régime ! » ; « Aujourd'hui, aujourd'hui, nous ferons tomber le gouvernement ! »). Ils sont venus de toutes les régions du pays, certains ont marché pendant trois jours et beaucoup sont restés en chemin, sur les routes bloquées par la police. Ce sont des gens en chairs et en os, les pieds sur terre, érodés par le vent, colorés par le soleil. Ils luttent depuis plus d'un mois et ne cèdent pas, et rien n'indique qu'ils vont céder. Aujourd'hui, les choses s'éclaircissent. Ils sont francs, disciplinés, joyeux. Ce sont de purs barbares et ils sont ici pour empêcher que la capitale leur vole ou détourne leur révolution. Ils vont civiliser les civilisés ; ils vont raffiner les raffinés.

La Quasba est belle avec ses inscriptions en arabe sur ses murs blancs ; avec les draps et les coussins accumulés contre le mur, à côté de jeunes étendus qui se reposent de la fatigue, avec l'énorme pancarte qui déclare leur détermination à vaincre ou à mourir ; avec les drapeaux ondoyants ; avec les photos des martyrs nommés ministres de la nation ; avec ses mille et un mots d'ordres inscrits à l'encre rouge sur des papiers collés au mur ; avec les chorales de villageois dansant sans arrêt – avec leurs « kufiyas » noires et blanches sur la tête – pour exprimer avec leurs jambes et leurs bras leur douleur ; et avec toute cette excitation impérative des jeunes réduits au silence pendant des années et qui veulent raconter leur histoire, entrelacée aujourd'hui avec celle du pays. Une révolution est nécessaire pour s'approprier mentalement de noms jusqu'ici dépourvus de matière et électriser la géographie : ici se trouvent Regueb, Kasserine, Sidi Bouzid, Thala, Jendouba, Kef, Tozeur. « Nous sommes les révolutionnaires et nous n'avons pas encore terminé ». C'est à peine croyable de penser que ces hommes et ces femmes méprisés, avec un volcan de rage à l'intérieur, sont dans la rue depuis des jours et des jours dans un pays incontrôlé, avec une police désarmée, et ils n'ont causé aucun désordre, brûlé aucune voiture, lynché aucun oppresseur. « Où sont les terroristes ? » proclame un jeune de Regueb, « Nous travaillons et en même temps nous faisons la révolution ».

Il y a toujours quelque chose de naïf dans le mot « démocratie » quand c'est un bourgeois qui le prononce et qui ne se demande pas d'où vient sa richesse ni sur quelle misère s'appuie sa liberté. Mais il y a quelque chose d'énorme, de grandiose, de très sérieux, d'émouvant et qui fait frissonner quand ce mot est crié rageusement par des jeunes qui vivent au ras du sol. Il n'y a rien d'étrange à qu'ils soient pauvres et ne soient pas automatiquement communistes, ce qui est étrange c'est qu'ils soient pauvres et qu'ils ne demandent ni un bon roi, ni l'intervention de Dieu. C'est cela que voudraient nos médias occidentaux et nos gouvernements colonisateurs ; c'est cela ce qu'espéraient les sociologues et les misanthropes. Mais voici que ces barbares illuminés, dont certains n'ont même pas de papiers d'identité, se présentent dans la capitale, à pied ou dans des camionnettes ouvertes, et exigent la « démocratie ». Dans un processus qui rappelle beaucoup les premières années de la Révolution bolivarienne au Venezuela, ils ont la bouche pleine de « formes » qui exigent un contenu, qui ne sont pas compatibles avec un quelconque mode de gestion néolibérale de l'économie, qui heurte frontalement l'hypocrisie de nos institutions européennes : démocratie, constitution, gouvernement du peuple, dignité.

Dignité, dignité, dignité (karama, karama, karama), cela revient à dire travail, hôpital, culture, pouvoir de décision, parole publique, respect de ses propres créations. Ils n'ont pas risqué leurs vies pour que les

nantis de la capitale aient libre accès à Youtube ou puissent faire de l'art d'avant-garde. « Ne nous volez pas notre révolution » dit une inscription sur la Place Ibn Khaldun ; ils savent très bien que leur chance est à saisir. Ils ont tardé 23 ans – 54 – à se mobiliser et connaissent les risques d'accepter une trêve avant d'atteindre leurs objectifs. « C'est comme faire du vélo », rappelait cet après midi Mohamed en citant Che Guevara : « Si tu arrêtes de pédaler, tu tombes »

Aujourd'hui je pourrais raconter l'histoire de Mohamed Ayouni, en grève de la faim depuis le 14 janvier ; ou celle de Imed, qui comme tant d'autres émigrés est revenu de France pour se joindre à la révolution ; ou de Aisar, sans emploi depuis 2005 par interdiction policière ; ou celle de Kamel, 18 ans et sans-papiers dans son propre pays ; ou celle de Riad, que le gouverneur de Gafsa a déclaré invalide pour l'empêcher d'obtenir un emploi ; ou celle de Hossni, dont le frère est mort, brûlé, dans la prison de Monastir. Mais non. Je vais me limiter à traduire quelques slogans écrits sur les petits papiers collés au mur, sous le Ministère des Finances ; à reproduire le discours de Sami, chômeur de 26 ans, leader naturel, d'intelligence prodigieuse.

Voici les slogans :

Nous sommes majeurs d'âge, nous pouvons choisir notre gouvernement

Les martyrs de Kasserine ont libéré Tunis

Peuple, liberté, dignité nationale

Merci Bouazizi, tu nous a rappelé que nous avons une dignité

La Révolution à commencé à Redeyev en 2008 (les révoltes du bassin minier)

Révolution de la dignité ; révolution des jeunes

Assemblée Constituante

Le dictateur est tombé mais la dictature est restée

Voici le discours de Sami :

« Nous faisons la révolution contre tous les symboles politiques du régime dictatorial. Ne nous dites pas, non, ne nous dites pas qu'il faut éviter un vide du pouvoir, que vous tentez de nous conduire peu à peu à la démocratie sans traumatismes ni violences. Je suis de Sidi Bouzid et dans tous les villages du département les gens sont tout le temps dans la rue, en manifestation permanente, et il n'y a eu aucun problème. Nous sommes venus de tous les coins de la Tunisie, par milliers, et il n'y avait aucun désordre. Les désordres, c'est la police qui les a provoqués. Nous sommes civilisés. Nous n'accepterons aucun compromis. C'est une question de légitimité et de confiance. Ghannouchi et les siens, y compris les membres des partis Ettajdid et le PDP, n'ont pas de légitimité pour nous gouverner. Nous n'avons pas confiance en eux.

Ceci est la révolution de l'honnêteté et de la dignité. C'est notre révolution. Nous voulons une démocratie réelle, non la fausse et hypocrite démocratie des européens qui veulent nous donner des leçons et soutiennent des dictateurs. Nous n'admettrons pas que quiconque tire à son propre profit notre révolution, ni qu'on la vole au profit d'autres. Es-ce qu'un parti nous représente ? Voilà justement le problème : nous qui avons fait la révolution à Sidi Bouzid nous ne sommes pas représentés dans le gouvernement. Nous sommes des hommes et des femmes mûrs, conscients, nous nous représentons nous mêmes.

Bien sûr, il faudra élaborer des projets avec un contenu social, mais ce que nous voulons tout de suite, afin de pouvoir précisément les élaborer et les appliquer, c'est un gouvernement d'union nationale, indépendant, souverain et une Assemblée constituante qui permette à toutes les voix de s'exprimer, d'élaborer les programmes, de discuter des solutions. Nous ne sommes pas comme les Occidentaux nous imaginent. Ne vous trompez pas, nous ne nous sommes pas soulevés à cause du chômage, nous nous sommes soulevés en défense de notre dignité. Nous sommes bien éduqués, mais nous sommes pauvres. Nous voulons une véritable démocratie. Et c'est justement cela que l'UE, les Etats-Unis et Israël veulent empêcher, non seulement en Tunisie, mais aussi dans tout le monde arabe, où les Ben Ali règnent encore. »

Douzième jour du peuple tunisien : La lutte des classes

Tunis, le 25 janvier 2011

Après une semaine d'unanimité festive et libertaire, une ligne de classe commence à diviser la société tunisienne. Il s'agit d'une division territoriale – qui commence à séparer l'Avenue Bourguiba de la Quasba – et c'est aussi une division cybernétique, dans laquelle les mêmes qui utilisaient Facebook pour attiser la révolution appellent aujourd'hui au calme, au rétablissement de l'ordre et à la mise au pas du prolétariat insurgé. On perçoit une contraction inquiétante. Hamida Ben Romdhane, directeur du journal « La Press » qui, le 13 janvier décrivait encore avec éloges les ultimes mesures de Ben Ali, publiait le 20 janvier en « Une » les bijoux confisqués à la famille Trabelsi et encensait le digne peuple tunisien pour sa révolution. Aujourd'hui, le 25 janvier, « La Press » recule à nouveau et dans divers articles condamne les grèves sectorielles organisées par l'UGTT et se demande si l'on n'est pas en train d'aller trop loin.

En même temps nous parvenons des nouvelles sur des attaques contre les locaux syndicaux à Gafsa, à Kef et à Mahdia. On reçoit sur nos téléphones mobiles des messages nous invitant à soutenir Mohamed Ghannouchi et à s'opposer aux protestations. Et une première manifestation progouvernementale, avec des slogans anti-grèves et en faveur d'un processus mis sous tutelle, s'affronte vers 17 heures dans l'Avenue Bourguiba à un groupe qui réclame la dissolution du gouvernement provisoire. Le discours inespéré donné hier à la Quasba par le général Rachid Ammar, héros militaire qui a refusé les ordres du dictateur mais que l'on soupçonne d'être directement lié aux Etats-Unis, donne toute la mesure d'une involution rapide qui se reflète dans cet espace de liberté ouvert ou consentit par l'exécutif en fonction. On reparle à nouveau de censure, d'opacité, de contrôle discret sur les jeunes et les opposants.

Le conflit est déjà, de facto, un conflit de classes.

Un type visqueux, avec une petite moustache de « rcdétiste », commente sur l'Avenue Bourguiba le passage de la manifestation conservatrice :

- Seul ce gouvernement peut nous conduire à la démocratie. Il faut les laisser travailler et nous mettre nous aussi au travail. On empêche le développement du pays et cela ne peut conduire qu'à la catastrophe.

Il dit s'appeler Mohamed – Mohamed ! - et il est ingénieur, travaille pour une entreprise privée et emmène ses enfants à une école, également, privée, mais sans activités à cause de la grève des instituteurs.

Dans la Quasba, entretemps, Hayder Allagui, jeune chômeur de 22 ans qui a vu mourir trois de ses meilleurs amis à Kasserine sous les balles de francs-tireurs, se plaint avec une rage mal contenue ;

- Pourquoi les Tunisois (les habitants de la capitale) sont en train de prendre leur café et ne s'unissent pas à nous ?

- Ne dit pas cela – répond une femme d'âge moyen -. Ce n'est pas vrai. N'as-tu pas vu qu'ils se solidarisent et nous apportent à manger ?

- Mais ce sont seulement les femmes. Les hommes sont assis dans les cafés. Ils nous méprisent, ils nous ont toujours méprisés. Nous n'existons pas.

- Et pourtant Kasserine, Thala, Sidi Bouzid sont déjà des lieux mythiques, le berceau de la révolution, ajoutons-nous

- Nous avons du sacrifier des centaines des nôtres pour qu'ils sachent où se trouvent nos villes et ensuite ils nous oublient à nouveau.

J'insiste sur l'image que j'ai donnée hier. Les milliers de personnes qui occupent depuis deux jours la Quasba sont les barbares d'Ibn Khaldoun. Islamistes d'Ennahada, syndicalistes de gauche, jeunes chômeurs sans affiliation politique, fils du peuple et des quartiers sans avenir, ils sont unis par une conscience de classe commune, par les liens de la « asabiya », la solidarité organique qui se reflète dans leur obstination joyeuse et fière et dans une discipline insolite. Ils sont unis parce qu'ils s'opposent à ceux qui veulent continuer à gouverner sans eux. En 72 heures, ils ont dressé un petit camp de réfugiés bien organisé. Les « jaimas » se multiplient sur la place. Un espace a été réservé pour la cuisine, où ils reçoivent des baguettes de pain, des cartons de lait, des plats recouverts de serviettes à carreau qui sont ensuite distribués. Devant la porte du Ministère des Finances, sur le sol couvert de coussins et de couvertures, un groupe de mères robustes prépare des sandwiches. Dans un autre « jaima », au bord de la place, un homme doté d'une heureuse calligraphie, écrit sur des feuilles de papier les slogans qui lui dictent ceux qui veulent laisser leur trace de liberté sur les murs. La Quasba est probablement le lieu le plus propre de Tunis, ou sans doute le seul véritablement propre : des équipes de jeunes balayent et ramassent les déchets dans des sacs en plastique. « Nous sommes libres et responsables », dit un graffiti sur un mur. Tous les jours de nouveaux graffiti apparaissent sur les façades des édifices. Il y en a un très beau qui dit en arabe : « Peuple, l'histoire prend seulement naissance sous tes pieds si tu continues à marcher ». Et un autre, qui n'était pas là hier, crie dans un espagnol sans erreur : « Hasta la victoria ». Sur la porte du Premier ministre, on a accroché une grande pancarte : « Ministère du Peuple ». Et ceux de Sidi Bouzid annoncent dans une autre : « On ne négocie pas avec le sang des martyrs ». Les gens de Tataouine, quant à eux, ont écrit sur un calicot : « Il n'y a pas d'autre sharia que le peuple ».

Quel gouvernement peut supporter d'avoir pendant des jours et des jours deux ministères occupés sur l'esplanade où se concentrent la majeure partie des institutions de l'Etat, au début de la zone la plus touristique de la ville ? Combien de temps supportera-t-il cette assemblée bigarrée qui ne donne pas le moindre signe de fatigue ?

- Ils nous ont laissé ici parce qu'ils pensaient que nous allions nous fatiguer en deux jours – dit Sélim. Et regarde, je me suis même guéri de la grippe. S'ils veulent nous voir partir, c'est très facile. Il suffit qu'ils partent avant nous.

Cette clarté commune qui se respire sur la place est extraordinaire. Un groupe de jeunes de Metlaoui, tous au chômage, s'insurgent à nouveau contre notre prétention à les transformer en marionnettes de leur situation économique ;

- D'abord la liberté et la démocratie, ensuite du travail

- Pour vivre, on a besoin de peu, nous pouvons partager – déclare Sadok Meki, agriculteur de 47 ans qui vient de Nabeul. Nous voulons un peu de pain et toute la liberté.

C'est, en tous les cas, impressionnant, cette Tunisie qui apparaît à découvert quand, comme le dit Sadok Meki, « on soulève le couvercle ». Muniyid Allagui, blessé par balle au ventre le 10 janvier à Kasserine, 51 ans, père de 9 enfants, chômeur. Nabil, marié avec une dessinatrice qui raccommode des chaussures, tous deux au chômage. Nasri Yousef, diplômé, déjà 12 ans sans travail. Corruption, prison, torture, persécution, délation, surveillance, contrôle, humiliation, mépris... Alí Manzouri, jeune avocat de 32 ans qui, ensemble avec soixante neuf collègues, est venu de Kasserine pour soutenir le peuple et exhibe fièrement sa toge au milieu de la multitude, dit qu'il y a encore des centaines de prisonniers dont on ne sait pas s'ils sont encore en vie ou pas. Les prisons secrètes du régime sont encore à découvrir.

« Ils ne nous laissent ni prier, ni boire », disait hier l'impressionnant Fahim. « Pendant 55 ans la colère a bouilli en nous ». Cette explosion politique jubilatoire, qui nous rappelle une fois de plus tellement le Venezuela, n'est pas étonnante.

- Je suis heureux - dit Nabil. Pour la première fois dans ma vie je me sens un citoyen.

Les dangers, en tous les cas, sont énormes, et Sadok le voit bien : « On nous surveille à nouveau. Il y a beaucoup de forces intéressées à faire avorter la révolution : les états-unis, les « mukhabarat » (services secrets), les RCD qui nous gouvernent encore. Si nous perdons cette occasion, la répression sera terrible ».

La sensibilité est extrême et la rapidité des réflexes surprenante. De nombreux jeunes se promènent près des camions militaires, portant des pancartes où l'on condamne la visite de Jeffrey Feltman, le responsable de la diplomatie des Etats-Unis aux Proche Orient, qui a donné la Tunisie en exemple des « réformes ». « Non à l'intervention étrangère » exigent-ils.

Bernard Henri-Lévy a écrit un article dans le journal italien « Il Corriere della sera », parlant d'une révolution postmoderne faite « non par des prolétaires, mais bien par des blogueurs et des internautes ». Qu'il vienne faire un tour par ici. C'est la lutte des classes. Et ce qui est extraordinaire, et qui ferait reculer d'effroi Henri-Lévy, ce qui met à nu l'hypocrisie criminelle des Etats-Unis, de l'UE et d'Israël, ce qui a peu de précédent dans l'histoire – et dans ce sens, oui, c'est « post normal » - c'est que les « Damnés de la Terre » en Tunisie exigent à cors et à cris la « démocratie ». La démocratie ! La seule chose que l'impérialisme ne peut pas leur permettre.

Mais qu'ils prennent garde aux Tunisiens qui prennent patience avec le peu qu'il leur suffit ou qui, comme les artistes réunis aujourd'hui dans un théâtre de la ville, veulent exclure Ennahada, qui s'identifie avec les modérés de l'AKP turc. Nous savons, malheureusement, qu'entre la démocratie et la vengeance, les puissances capitalistes n'ont jamais hésité.

Treizième jour du peuple tunisien : Tensions à la Quasba

Tunis, le 26 janvier 2011

Si tout aurait obéi à un plan, si 120 personnes auraient été tuées pour rajeunir un vieux pays afin de mieux l'inscrire dans un monde arabe sous la botte de Washington, s'il s'agissait de mieux garantir la continuité en introduisant quelques changements cosmétiques, alors il faut à tout prix ramener à l'ordre ceux que le vent de la révolte – toujours imprévisible – a rassemblé dans la Quasba.

Le passé revient avec une rapidité inquiétante. Sur sa première page, « La Presse » publie la photo de la minuscule manifestation pro-gouvernementale qui s'est déroulée hier sur l'Avenue Bourguiba. La même photo est publiée sur « As-Sabah » et « Le Quotidien », afin d'insinuer le désir général d'un retour à la normalité. La télévision, où aucune des principales figures de l'opposition n'est encore apparue (Ben Brik, Marzouki, Hama Hamami), offre des images en direct (« Tunis à dix heures du matin ») de rues grouillantes et paisibles, d'honnêtes citoyens vaquants à leurs occupations quotidiennes. Comme sous l'ancien régime ; « kulu shai behi », tout va bien. Ainsi que le craignait le jeune chômeur Haydar Allagui, on ignore, on méprise, on fait taire la Quasba, qui est aujourd'hui en ébullition – du fait de cet isolement – avec une tension particulière. La fatigue est visible et affûte les nerfs. L'air festif et frondeur de ces derniers jours laisse place à une atmosphère de menace qui se prolonge toute la journée. On joue avec les manifestants. Il s'agit clairement de les faire douter du succès de leur entreprise et de les couper du reste des citoyens. Il s'agit aussi de les séparer du reste de la Tunisie, puisque d'autres éléments tentent, inutilement, de rejoindre la capitale et sont retenus sur les routes.

Vers 9h30 du matin, en effet, un groupe de provocateurs qui monte par la rue Bab Bnat est accueilli par une brève averse de pierres. La police intervient en tirant en tir tendu des bombes lacrymogènes qui font quatre blessés. Comme le dénonce quelques heures plus tard un communiqué de l'association des avocats, les nuages de gaz ont également pénétrés dans le Palais de justice afin d'y provoquer la peur et la panique. Le chaos règne pendant une heure, face à la passivité de l'armée, et lorsque les nuées de la charge policière se retirent, les occupants de la Quasba vibrent dans un état de tension vigilante. Des dizaines de rumeurs naissent et circulent dans toute la place. On dit qu'on a bloqué l'arrivée des aliments, que des agents du RCD offrent 600 dinars aux jeunes pour qu'ils retournent chez eux, qu'on veut les acheter avec un peu de bière. Un début de rixe à l'entrée de la rue Bab Bnat est étouffé par l'intervention de quelques compagnons qui appellent à l'unité.

- Il y a une conspiration pour nous diviser – dit un homme de Tataouine avec énergie. Ils veulent que nous nous battions les uns contre les autres et provoquer la méfiance entre l'armée et le peuple.

Cette crainte de la conspiration se répète dans tous les groupes. Aïsa, employé de l'hôpital, nous confirme le nombre de blessés et proclame son soutien aux protestations. Il est communiste ; enfant, son père leur

racontait souvent la vie de Che Guevara et son frère s'appelle, en effet, Che. Il gagne 400 dinars par mois (200 euros) tandis que les médecins donnent des consultations privées dans les institutions publiques à raison de 60 dinars par patient.

A la porte de l'hôpital, on a rassemblé, bien ordonnés, les sacs poubelles. Zied, Mufada, technicien en réparation de frigorifiques venant de Mahdia, balaye énergiquement le sable et les mégots sur le sol : « propreté et liberté », dit-il avec une ingénuité sérieuse. Il me montre les sacs de déchets et me raconte qu'il a demandé, en vain, à plusieurs reprises un camion pour les emporter. Il est convaincu que le blocus sera long.

- Nous ne pouvons pas perdre. Si nous perdons, nous perdons tout. Maintenant, ils savent qui nous sommes et si nous rentrons à la maison, ils iront nous chercher un par un. Pourquoi ne cèdent-ils pas ? Démissionnez ! Vous voulez de l'argent. Prenez tout, nous n'en avons pas besoin. Prenez l'argent et laissez nous seuls. Prenez l'argent et laissez nous nous gouverner nous-mêmes !

- Il poursuit en faisant un appel aux peuples du monde : « Venez, s'il vous plaît, nous aider. Nous voulons seulement la liberté ».

Aux photos des martyrs et aux slogans rédigés dans la « coordination de la propagande populaire » collés sur les murs s'ajoutent aujourd'hui des inscriptions qui dénoncent l'hypocrisie des médias.

A 15 heures, nous allons à La Médina pour manger un morceau. Nous cherchons un petit restaurant populaire qui me plaît beaucoup et le patron nous reçoit avec allégresse. Cela fait des années que je le connais superficiellement, c'est un quarantenaire large et un peu obèse, sympathique et énergique, toujours généreux. Mais aujourd'hui il se redéfinit brusquement à mes yeux. Il est nécessaire parfois que la politique s'en mêle pour clarifier les choses et obscurcir les regards. Ce n'est plus un quarantenaire large et pansu, sympathique et énergique, toujours généreux. C'est un représentant de sa classe et ses gestes – son aplomb, la prééminence de sa lèvre inférieure, sa manière de se balancer au rythme de son discours – expriment des intérêts très bas et très concrets.

- Les Egyptiens sont en train de nous faire une grande faveur. Maintenant ils arrêteront de faire attention à nous et nous pourrions récupérer le calme.

Nous lui demandons ce qu'il pense des gens du sud qui ont occupé la Quasba et qui protestent devant les ministères.

- Il faut les brûler tous, dit-il

Cette réponse ne lui paraît pas brutale, et s'il insiste ce n'est pas pour se justifier mais pour jouir de sa subtilité politique :

Ils ont tué La Médina, ils ont achevé le commerce. On ne peut pas le tolérer. Les Ben Ali et les Trabelsi étaient des voleurs, c'est vrai, et c'est bien qu'ils soient partis. Mais oui, si je préfère une démocratie à un tas de voleurs, je préfère un tas de voleurs au chaos.

Malheureusement, il y a beaucoup de monde qui pense comme lui, y compris certains qui se sont réjouis de la chute du dictateur, emportés par la contagion de l'enthousiasme révolutionnaire initial.

Pendant que nous mangions, l'excitation n'a pas cessé d'augmenter à la Quasba. De nouveaux groupes sont arrivés et les soldats qui protègent la porte du Ministère, écrasés contre le mur, ont dû tirer en l'air. Les chants et les slogans, qui éclatent encore de temps en temps, ont cédé la place à des harangues pour l'unité et à des petites assemblées un peu vociférantes. On discute sur la laïcité et la religion ; on dénonce l'intervention des Etats-Unis et d'Israël ; on méprise la France ; on s'attaque à Ahmed Friaa, ministre de l'Intérieur nommé lors des derniers jours de Ben Ali et auquel on attribue 51 morts. Mais on n'est pas tranquilles. Pour la première fois dans la Quasba, l'un des orateurs improvisés refuse d'être photographié.

Une femme passe, au bras d'une autre qui pleure de manière inconsolable.

- Pourquoi pleure-t-elle ? - demandons nous.

- Elle pleure pour la Tunisie – nous répond son amie.

Et elle pleure, elle pleure sans prêter attention aux paroles de réconfort de ceux qui l'entourent.

- A quoi nous a servi notre sacrifice ? - dit-elle entre ses sanglots.

De retour à la maison, à 21h15, 45 minutes avant le couvre-feu, retardé aujourd'hui de deux heures, nous arrivons les nouvelles d'affrontements à la Quasba. Alarmés, nous appelons quelques personnes là-bas dont nous avons le numéro de téléphone. Après plusieurs échecs, nous parvenons à parler à l'une d'entre elles. Des éléments armés sont effectivement entrés dans la place, provoquant la panique, mais l'armée est parvenue à contrôler la situation. Le calme a été rétabli.

Une fois de plus, comme lors des premiers jours, il s'agit de ressouder la continuité entre la capitale et les régions de l'intérieur, où les grèves et les manifestations continuent et où les Conseils de Défense de la Révolution réclament une reconnaissance officielle. Entre temps, le remaniement ministériel est à nouveau reporté. Il y a sans aucun doute des pressions des Etats-Unis pour imposer une solution de compromis et les négociations sont intenses. Ce qui est douteux, c'est que les barbares démocrates du ministère du Peuple à la Quasba vont se contenter de maigres allocations de chômage, d'un peu de subsides au développement et d'un ordre de recherche et de capture internationale contre le dictateur. Ce n'est pas qu'ils veulent plus, c'est qu'ils veulent autre chose, et cet autre chose, c'est justement ce que les gestionnaires du nouveau-ancien régime ne peuvent leur donner.

La moindre petite provocation peut, en ce moment, déchaîner une tragédie.

Deuxième semaine du peuple tunisien : Obstination et contre-révolution

Tunis, le 27 janvier 2011

A 9h30 du matin, un chauffeur de taxi répond à notre question sur Mohamed Ghannouchi avec un raisonnement impeccable :

- Tu sais pourquoi je veux qu'il s'en aille ? Parce qu'il ne veut pas partir. S'il ne veut pas s'en aller, c'est qu'il cache quelque chose. S'il cache quelque chose, ça ne peut pas être quelque chose de bon. Et s'il cache quelque chose de mal, alors il doit partir.

Deux heures plus tard, nous apprenons que Mohamed Ghannouchi reste à son poste. Le nouveau gouvernement de transition, duquel sont sortis tous les anciens membres du RCD, y compris Friaa, l'odieux ministre de l'Intérieur, maintient en tous les cas le président et le Premier ministre.

Mais nous ne le savons pas encore. Le jour où le peuple tunisien accomplit sa seconde semaine de vie, ce n'est plus l'hélicoptère de l'armée qui nous réveille mais bien le picotement nourri de la pluie. Avec un pincement au cœur, nous pensons aux matelas et aux couvertures gorgées d'eau, aux corps engourdis par le froid. La Quasba, la maison du peuple, n'a pas de toit.

- La révolution, ce n'est pas la capitale – nous dit le journaliste Fahem Boukadous. La Quasba n'est qu'une des nombreuses autres formes de protestation ; c'est sans doute un symbole parce qu'elle concentre l'attention des médias, mais la révolution a commencé dans les régions de l'intérieur et là bas elle est toujours très active. Hier, 80.000 personnes ont manifesté à Sfax, et aujourd'hui la ville est paralysée par la grève générale. A Gafsa, Sidi Bouzid, à Thala, il y a des rassemblements et des protestations.

Fahem Boukadous est content. C'est un homme heureux. Libéré le 19 janvier, cinq jours après la fuite du dictateur, il est sorti dans les rues de Tunis en pleine révolution. Il a été emprisonné pendant 6 mois, mais ce n'était pas la première fois qu'il souffrait des rigueurs de la dictature. En 1999, après avoir connu les chambres de torture du ministère de l'Intérieur, il avait été condamné à trois ans de prison, où il resta 19

mois avant d'être libéré par une « grâce » présidentielle. Persécution, clandestinité, combativité infatigable, Fahem est né à Regueb, est membre du Parti Communiste Ouvrier de Tunisie, dirigé par Hama Hammami, et une grande partie de son activité politique s'est centrée sur le journalisme militant. Il a été le premier, en 1998, à dénoncer les activités mafieuses des cinq familles qui dominaient le pays. En 2003, installé à Gafsa, il est devenu le correspondant d'« Al-Badil » et, trois ans plus tard, il a été nommé responsable de l'émission tunisienne d'« Al-Hiwar TV », une chaîne par satellite. En 2008, quand éclatèrent les révoltes du bassin minier de Gafsa, répétition générale de la révolution actuelle, cette télévision précaire, mais inatteignable pour le gouvernement, est devenue le porte-images des protestations. De cette position privilégiée, Fahem Boukadous a catalysé le mécontentement des jeunes de la région, leur offrant un moyen d'expression, devenant ainsi une grave menace pour la dictature.

- C'est ce que j'ai appelé les « médias populaires » dit-il. Des centaines de jeunes, à qui des parents émigrés avaient offert une caméra, se sont transformés en journalistes. Je n'avais qu'à rassembler ces images et les faire circuler.

Les révoltes du bassin minier, dont seule Al-Hiwar-TV a rendu compte, ont mis le régime à rude épreuve, provoquant des fissures internes. En juin 2008, après des mois de protestations, Ben Ali décida d'extirper le mouvement à la racine. Redeyef fut occupée par 4.000 policiers qui ont attaqué et pillé les maisons, brisant les meubles, frappant les femmes. Il y eut deux morts. La ville, dans une anticipation de ce qui allait arriver deux ans plus tard dans tout le pays, fut partiellement occupée par l'armée.

- A Redeyef, le mouvement avait été dirigé par des syndicalistes et des militants, mais dans les autres villages du bassin minier, ce furent les jeunes eux-mêmes qui se sont organisés et ont coordonné les protestations.

En janvier 2010, après un procès qui a duré cinq minutes, Fahem Boukadous fut condamné à 4 ans de prison. Après avoir refusé de demander pardon au dictateur et un long séjour à l'hôpital, il entra finalement en prison le 15 juillet 2010, où il se mit à écrire sans arrêt, préparant un livre sur les révoltes de Gafsa. Il entra en contact avec les prisonniers de droit commun et tenta de les former politiquement, ce qui provoqua l'intervention du directeur de la prison. Grâce à la solidarité d'un des médecins, il fut informé de la mort de Mohamed Bouazizi et des réactions populaires qui suivirent, dont la vitesse d'expansion l'émerveille encore.

Sur le rapport existant entre les révoltes de 2008 et la révolution de 2011, Fahem Boukadous insiste sur trois éléments ;

Le premier, c'est la leçon de résistance des habitants de Redeyef et de tout le bassin minier, qui s'est accumulée dans la mémoire collective du pays.

Le second, c'est la participation au mouvement de 2008 des jeunes diplômés au chômage, une des forces les plus actives aujourd'hui dans le processus révolutionnaire.

Le troisième, c'est l'importance des « médias populaires ». Al-Hiwar-TV et les CD et DVD artisanaux ont été remplacés par Facebook, au travers duquel la chappe de la censure a été brisée.

- Pourquoi es-ce que le mouvement de Redeyef fut défait et celui de Sidi Bouzid, au contraire, s'est étendu de ville en ville jusqu'à atteindre la capitale ? C'est précisément l'élément de contingence qu'aucune analyse historique ne peut pleinement expliquer.

Fahem Boukadous ne croit pas qu'il y ait eu la moindre intervention des Etats-Unis pour faciliter la chute du dictateur. La révolution a pris par surprise les grandes puissances et s'il est naturel qu'elles manœuvrent maintenant pour garantir la « stabilité », il est certain qu'elles ne pourront pas stopper le processus de changements.

- Le régime est toujours là, non seulement à l'intérieur de la police et de l'appareil d'Etat, mais aussi dans les médias et sur Internet – dit-il. Il faut profiter du moment pour créer de nouveaux médias et de nouveaux formats. Il faut également établir une coalition entre les journalistes tunisiens et étrangers parce que nous avons besoin d'expérience et de formation.

Il faut aller vers les villages, dit Fahem, et cela est vrai. Ne pas s'obsessionner avec la Quasba, c'est exact. Mais la Quasba a, ces jours ci, un pouvoir d'absorption quasi hallucinogène. Il n'existe pas de place plus belle dans le monde entier, ni une telle anomalie. Ni une telle émotion extracorporelle aussi fluide et imprévisible. Il se trouve aujourd'hui que la pluie, au lieu de disperser les gens, les a au contraire multipliés comme de l'herbe. La multitude est tellement importante que pendant deux heures l'armée ferme les accès et nous ne pouvons entrer qu'avec les journalistes. Quelques minutes avant notre arrivée – nous raconte Aisa, le frère de Che Guevara – un haut fonctionnaire du ministère de la Défense, entouré de soldats, s'est adressé à la foule avec un porte-voix, garantissant qu'on avait pris les mesures nécessaires pour offrir du travail à tout le monde et leur priant d'abandonner la place. La réponse, unanime, a été un bruyant « Dégage ! Dégage ! Dégage ! ». Ce qui n'arrive qu'exceptionnellement est un miracle, mais ce qui arrive de manière répétée en dépit de toutes les prévisions l'est également. Il y a quelque chose de quasi surnaturel dans cette obstination qui ignore le droit, les provocations, les agressions, qui se maintient tranquille, festive, bruyante, pour le cinquième jour consécutif. Aisa craint une intervention de l'armée pour les chasser, mais ce qui est certain c'est que l'ambiance a de nouveau changé et la tension électrique d'hier s'est éteinte.

Salem Hiyri, 60 ans, venant de Nabeul, a du être hospitalisé suite aux agressions armées des hommes de main qui ont semé la terreur pendant la nuit précédente. Aujourd'hui, il est serein et déterminé :

- Ils ont la police, l'argent, le pouvoir, mais nous avons la force du peuple et notre culture est supérieure.

Le fait d'être tous ensemble rassemble les raisonnements et singularise les conduites. Un petit groupe a initié en même temps une grève de la faim et du silence. Un autre exhibe des pancartes de solidarité avec le peuple égyptien, qui imite les Tunisiens au Caire. Et cela au point d'utiliser (comme nous le verrons ensuite à la télévision dans un café) les mêmes consignes : « Dégage ! » et « As-shaab iuridu isqt al hukuma » (« le peuple veut faire tomber le gouvernement »).

Quand la pluie est trop forte, on tend un énorme toit en plastique sur les milliers de têtes, parce que la place du peuple est, comme les voitures de luxe, décapotable.

Tariq et Maki, deux étudiants en informatique qui vivent à Tunis, se sentent très fiers quand nous leur disons que le peuple tunisien est beaucoup plus développé que le peuple espagnol ou italien. Et ils se moquent malicieusement de la prétention du gouvernement voulant que les barbares civilisateurs rassemblés sur la place « retournent au travail ».

Mais ce qui impressionne le plus aujourd'hui, c'est Hodé, une petite femme, maigre, nerveuse, qui ne cesse de parler pour raconter, en agitant ses petites mains éloquentes, l'histoire de la bataille éternelle contre l'injustice. Elle a 38 ans, elle nettoie des maisons et gagne 150 dinars par mois (75 euros). Séparée de son mari, elle élève seule un fils de 8 ans qu'elle a laissé chez des voisins pour pouvoir passer la nuit dans la Quasba. Elle est montée sur une caisse pour ne pas être en dessous de nous en nous parlant et s'exprime avec la précision d'un couteau, avec une passion amoureuse. Ses yeux jettent les éclairs de pureté fanatique des personnages de Dostoïevski. Elle nous raconte une longue histoire d'humiliations et ne se sent pas humiliée ; de douleurs et ne demande pas de compassion ; d'ignorance et réclame son droit à parler et à être écoutée. Comme beaucoup d'autres sur cette place, elle ne parle pas un mot de français.

- Je suis une citoyenne – une citoyenne !- tout comme toi. Je n'ai pas lu ni étudié, mais j'ai un cerveau, des yeux et je sais raconter ce que je pense et ce que je vois. Je veux des droits, pas de l'argent. Je veux mes droits. Je n'ai peur de rien ni de personne ; je ne m'incline devant aucun être humain et les ministres sont des êtres humains comme moi. C'est nous, et non les ministres, que les journalistes doivent écouter. Parce qu'ils n'ont que des paroles, qui sont fausses, tandis que nous avons le cerveau et les yeux. C'est clair ?

Très clair ! Les courageux tunisiens ont démontré ces derniers jours que leur drapeau est une flamme et leur hymne une Marseillaise. Cette femme démontre que le dialecte tunisien méprisé est une langue. Et il est temps de lui rendre sa dignité, comme à tous les habitants.

Fahem Boukadous, qui avait prévu les changements dans le gouvernement annoncé par Ghannouchi cette nuit, se trompait par contre lorsqu'il a affirmé que l'UGTT rejetterait le nouveau cabinet. Le syndicat n'y participe pas, mais il reconnaît sa légitimité. Sans aucun doute, cette décision retourne à nouveau la situation. La puissance de l'UGTT a permise ces derniers jours de maintenir la pression sur le gouvernement au travers des grèves et des rassemblements. Maintenant, cet accord isole les protestations populaires et

les rend vulnérables. Comme l'écrivait Fathi Chamki dans l'après midi ; « Si cette nouvelle version du gouvernement d'unité nationale est acceptée demain, on pourra dire que le bras de fer qui affleure depuis le 15 janvier entre le camp révolutionnaire et la contre-révolution sera momentanément gagné par ce dernier ». C'est exactement ce qui s'est passé.

Les Tunisiens ont poussé, poussé et Ben Ali les a traités de « terroristes ». Ils ont poussé et poussé et Ben Ali a promis de se retirer en 2014. Ils ont poussé et poussé et Ben Ali a promis des élections dans les 6 mois et levé la censure. Et ils ont poussé et poussé et Ben Ali a fuit le pays. Ils ont poussé et poussé et le premier gouvernement de coalition est tombé. Les Tunisiens continueront-ils de pousser maintenant qu'ils savent que pousser et pousser n'est pas inutile ?

Après l'annonce du nouveau gouvernement à la télévision, nous appelons nos amis à la Quasba pour connaître leur réaction. Après un instant de joie et ensuite de perplexité, ils nous disent que la normalité a ensuite été rétablie, autrement dit, l'obstination. Mais il n'est pas nécessaire que mon interlocuteur le précise, à travers le téléphone me parviennent les cris : « Dégage ! Dégage ! Dégage ! »...

Quinzième jour du peuple tunisien : L'assaut à la Quasba

Tunis, le 28 janvier 2011

La plus belle place du monde aura duré cinq jours. Cet après-midi, vers 16 heures, la police a donné l'assaut à la Quasba, tuant Omar Auini, asphyxié par les gaz lacrymogènes, et blessant au moins 15 personnes, la plupart d'entre elles avec des fractures aux mains et aux jambes.

La matinée, radieuse, avait illuminé une Quasba clairsemée et divisée. Comme on le craignait hier, le soutien de l'UGTT au gouvernement a sérieusement affecté l'unité dans la place. Dès l'aube, des petits groupes de Kasserine et Regueb ont abandonné le rassemblement pour retourner dans leurs villages. Certains d'entre eux, d'après ce qu'on nous dit, auraient reçu de l'argent. Ceux qui restent se montrent déterminés et combatifs, mais les heures semblent déjà comptées.

Aïsa, le frère de Che Guevara, assure qu'un colonel de l'armée lui a annoncé l'évacuation de la place pour cet après-midi. On entend moins de slogans et de chants et, pour la première fois, un groupe visiblement islamiste s'est mélangé aux occupants. On entend les premiers « La ilah ila allah » et quelques slogans plus inquiétants : « Tunis arabiya, Tunis islamiya » (« Tunisie arabe, Tunisie islamique »).

De nombreuses assemblées se sont formées, où l'on débat de l'opportunité ou non de poursuivre l'occupation. Des dizaines de personnes entourent différents orateurs, dont l'aspect et l'éloquence, très différents de ceux de leur public, trahissent leur autorité intellectuelle et leur formation politique. Dans l'un de ces groupes se trouve Redha Barakati, écrivain de 47 ans et membre du Parti Communiste Ouvrier de Tunisie, qui insiste sur la nécessité de briser toute forme de continuité avec le régime de Ben Ali et qui assure son soutien aux frères venus de tous les coins du pays. Dans un autre parle Osama Bouthalga, de l'Association des Avocats, très combative ces derniers jours. Bouthalga tente de persuader les manifestants que des conquêtes énormes ont été acquises et qu'il faut maintenant les défendre dans ses lieux d'origine, à travers la formation de conseils de défense de la révolution. Telle est également la position des membres de l'UGTT, qui diffusent un tract à la rhétorique ambiguë dans lequel le syndicat s'engage à coordonner les rapports entre les conseils locaux et les institutions, garantissant en outre des moyens de transport pour un retour tranquille et paisible des rebelles vers leurs foyers. Un autre communiqué signé par le « Front du 14 janvier » – formé par les partis de gauche – réitère au contraire la nécessité de continuer la lutte jusqu'au bout, considérant qu'il n'y a pas la moindre possibilité de changements structurels tant que Ghannouchi continuera à occuper son poste de Premier ministre.

Pendant le repas de midi, dans un petit restaurant populaire de la Médina, nous rions beaucoup en voyant la transformation de la chaîne Hannibal-TV, rejeton de la famille Trabelsi et dont le directeur avait été arrêté la semaine dernière pour haute trahison et libéré sans aucune charge contre lui quelques heures plus tard. Un montage d'images des révoltes avec une musique excitante revient sans cesse à l'écran avec la légende ; « La voix du peuple, la voix de la révolution ». Maintenant c'est une chaîne « révolutionnaire »...

Mais tout est « révolutionnaire », sauf la réalité. Vers 16 heures, nous revenons à la Quasba où la présence de deux officiers de l'armée au milieu de la multitude nous interpelle. Plus tard nous comprenons qu'ils avertissent les manifestants de l'évacuation imminente. La réaction des jeunes est immédiate et furibonde. Certains courent jusqu'aux postes de contrôle militaires pour enlever les clôtures et monter des barricades sur la promenade, entre les « jaimas » et le Ministère. D'autres, tranchant avec l'ambiance sereine et festive qui prévalait quelques minutes avant, arrachent frénétiquement les branches des arbres pour se doter de bâtons et brisent les escaliers du Palais de la Municipalité pour s'armer de pierres. L'air de la place se remplit de frénésie. Soudain, un tank traverse lentement l'esplanade pour abandonner l'enclave. Quelques quarante soldats armés de fusils descendent depuis l'Avenue du 9 Avril jusqu'aux barbelés les plus proches de la Quasba et occupent l'espace devant le Palais Municipal. Ensuite, immédiatement, ils reculent. Nous parlons avec un colonel qui vient d'achever une conversation avec son téléphone mobile. Nous lui disons qu'il ne peut pas permettre l'évacuation et il nous répond, sec et courtois, qu'il a reçu l'ordre de se retirer et nous conseille d'abandonner au plus vite les lieux. Nous comprenons alors que la police, postée dans la rue Bab Bnat, est sur le point de charger.

Nous nous retirons jusqu'à la seconde ligne de barbelés au travers d'une haie de militaires. Là, sur le flanc du Palais Municipal, beaucoup de monde s'est déjà rassemblé, femmes et enfants compris, et nous attendons tous, effrayés, à côté du tank, observant le camion à eau de la police manœuvrer. A ce moment là, les premières détonations se font entendre, les nuées blanches montent vers le ciel. Les gens demandent à l'armée de faire quelque chose et applaudissent ensuite les soldats avec une ironie accusatrice en chantant l'hymne national. Tous, nous nous remémorons la manifestation du 14 janvier et les morts des jours précédents.

Pendant plusieurs minutes, là en bas, à une distance d'à peine deux cent mètres, la bataille inégale se prolonge. Les bombes lacrymogènes tombent sans cesse et on entend des insultes et des impacts de pierres. Des fugitifs passent au milieu des soldats, qui leur ouvrent le passage, et se rassemblent avec nous. Deux blessés, très proches d'où nous nous trouvons, sont transportés aux tentes de la protection civile. La Quasba se vide très lentement.

Ensuite, tout à coup, avec une rapidité vertigineuse, la vague noire de la charge policière se lance contre nous. Un, deux, trois bombes lacrymogènes tombent sur nous et nous fuyons de tous côtés, nous accrochant aux barbelés. La fumée nous brûle les yeux. Je cours à toute vitesse, séparée de mes amis, ensemble avec quelques jeunes qui s'arrêtent brusquement, prennent des pierres sur le sol et les lancent sur la police avant de continuer à courir.

Cinquante mètres plus bas, un mur de policiers nous attend, en uniforme et en civil, armés de matraques. Ils laissent passer les femmes et les étrangers. Les jeunes, eux, sont furieusement refoulés à coup de matraque. Après deux semaines de contention, ils se défoulent.

Deux heures plus tard, dans l'obscurité, un hélicoptère survole à nouveau la ville. Nous sommes en voiture, tendus et vides, de retour vers le passé. Sur la Place du 7 Novembre, devant un tank, il y a sept ou huit fourgons policiers et des dizaines de policiers qui bloquent l'accès à l'Avenue Bourguiba, complètement fermée de tous côtés. Une sensation familière d'état de siège nous serre le cœur.

Qu'es-ce qui s'est passé ? Pourquoi le nouveau ministre de l'Intérieur – un juge, que l'on prétend modéré et honnête – a décidé d'inaugurer son mandat en tuant Omar Aouini et en blessant 15 personnes ? L'Association des Avocats, dont personne ne peut nier le protagonisme ces derniers jours, avait obtenu du ministre la promesse de ne pas évacuer la Quasba par la force, leur laissant jouer un rôle de médiation. Plus inquiétant encore : on nous raconte que la police a brutalement investie – profanation que même Ben Ali n'a jamais osé faire – le siège de l'organisation pour arrêter les jeunes qui y avaient trouvé refuge. On nous annonce que des actions légales ont été lancées pour libérer les détenus et apporter un appui juridique aux blessés.

Demain, nous reviendrons à la Quasba. Toutes les organisations et partis, y compris l'UGTT, ont convoqué une manifestation pour demander quelque chose de plus modéré que la chute du gouvernement : l'arrêt immédiat de toute violence policière et le respect du droit d'expression et de manifestation. Le développement d'une révolution s'est subitement transformé en la défense craintive de quelques petites réformes.

Et ces jeunes dispersés, ces barbares civilisateurs dont on a tué tant de frères en quatre semaines de protestations, où sont-ils ? Sont-ils retournés dans leurs villages ? Sont-ils cachés dans toute la ville ? Que ressentent-ils ? Que pensent-ils ?

Le soulèvement du peuple égyptien a laissé dans l'ombre le pays d'où a surgi la première impulsion. N'oublions pas la Tunisie. L'information informe rarement, mais elle protège.

Seizième jour du peuple tunisien : C'en est fini de la liberté

Tunis, le 29 janvier 2011

Machiavel disait, avec d'autres mots, qu'il arrive parfois que le Prince, quand il perd toute légitimité face à son peuple, doit faire appel à la continuité de la « révolution ». On change les noms, non parce que les choses ont changé, mais pour que tout continue comme avant. Ou encore parce que les noms sont également des choses – comme des gants – qui ne s'ajustent pas à toutes les situations. Dans la Chine antique, les empereurs qui initiaient une nouvelle dynastie, après une révolution de palais, changeaient tous les poids et mesures et commençaient à zéro le décompte du temps. Ben Ali a renversé de l'intérieur Bourguiba et il baptisa ce putsch de courtisan de « Grand Changement ».

S'il est vrai que jamais auparavant un peuple arabe, dans la rue, n'a chassé un tyran, ont vit une énorme contradiction aujourd'hui à Tunis, où l'on commence à craindre, après l'assaut donné hier à la Quasba, que tous les sacrifices de ces derniers jours n'aient été inutiles.

- C'est comme s'il n'y avait pas eu de 14 janvier – résume, désolée, Amira

Les forces de police ont, en effet, après deux semaines de contention, repris en main la situation. Hier, elles ont brisé des bras et des jambes à la Quasba et pendant toute la journée des listes non confirmées de personnes tuées ou disparues ont circulé. Au moins vingt personnes sont encore détenues au commissariat cet après midi. Et sur la place de la Quasba sont restés, hier, entre les couvertures, les « jaimas » et les casseroles, des dizaines de téléphones mobiles réduits en morceaux. On ne sait rien des nombreux jeunes qui ont été dispersés hier. Entre temps, ce matin, 12 heures plus tard, tandis qu'on repeint les murs de ce qui fut pendant cinq jours le ministère du peuple, « La Presse » publie en couverture une photographie du rassemblement avec le titre : « Dans la Quaba, la « caravane de la liberté » poursuit ses protestations ». La révolution est déjà la marque – l'étincelle de vie – d'un gouvernement qui agit dans l'ombre et d'une presse qui utilise les nouveaux termes pour nommer les mêmes choses.

Les investisseurs étrangers s'impatientent et les Etats-Unis, occupés par l'Egypte, veulent définitivement étouffer le foyer tunisien. Les protestations, affaiblies par la reculade de l'UGTT, sont maintenant réprimées sans égards, et c'est la police, et non le peuple, qui occupe les rues. Les bombes lacrymogènes et les coups de matraques ont rythmés les événements d'une journée et les médias internationaux, tout occupés par l'Egypte, n'étaient pratiquement pas présents - ou si peu – à la conférence de presse donnée par Human Rights Watch. Nous commençons à peine à nous habituer à sauter et voilà qu'il nous faut à nouveau apprendre à courir.

Mais, en cette journée de gueule de bois – où la marée recule, emportant les restes de la fête – j'ai connu un type énorme, hors du commun, un type dont le pessimisme calculé induit paradoxalement à l'optimisme. C'est un journaliste italien, Gabriele del Grande, reporter admirable qui prend son métier au sérieux, qui me l'a présenté et nous avons passé quelques heures avec lui. Il s'agit de Redha Redhaoui ; c'est un avocat de Gafsa qui a consacré les deux dernières années de sa vie à défendre, sans égards pour les risques et sans ambition, les personnes condamnées pour les révoltes de 2008 du bassin minier à Redeyef et dans d'autres villages de la région. C'est un homme grand, carré, aux cheveux gris et aux manières franches et chaleureuses, grand buveur, extraordinaire narrateur d'anecdotes et d'une générosité désarmante. On se sent tranquilisé en sa présence, même lorsqu'il énumère implacablement les motifs d'inquiétude.

- Pourquoi le nouveau ministre de l'Intérieur a donné l'ordre d'évacuer la Quasba ? Mais ce n'est pas lui qui a ordonné cela. Les nouveaux ministres ne sont que des marionnettes de carton-pâte. Ils ne décident rien du tout. Il y a un gouvernement parallèle qui agit dans l'ombre.

Ce gouvernement parallèle est, bien entendu, étroitement lié aux Etats-Unis. Ce n'est pas que la révolution a été manipulée ou provoquée de l'extérieur, elle a au contraire été d'une si grande pureté que sa propre autonomie la met en danger. Mais dès 2009, tandis que tous les autres écartaient cette éventualité, les Etats-Unis se demandaient déjà s'il était possible que des mouvements sociaux dans le monde arabe fassent chuter un gouvernement. L'impérialisme états-unien n'a pas déclenché ni tiré les ficelles des révoltes, mais il était bel et bien préparé à y faire face. Et cela jusqu'au point – affirme-t-il – que le concept de « révolution du jasmin », dans lequel personne ne se reconnaît, avait été évoqué huit jours avant l'immolation de Mohamed Bouazizi le 17 décembre.

La situation est actuellement très compliquée, dit-il, en citant la fameuse phrase de Gramsci : Nous sommes placés entre le vieux monde qui n'achève pas de mourir et le nouveau monde qui tarde à naître. Dans ce creux, la conscience des gens s'est soudainement réveillée, c'est une conscience explosive qui veut tout et tout de suite, qui n'est pas disposée à attendre ni à négocier, mais qui se heurte à des limites économiques, sociales, et politiques très importantes. Cette disproportion entre la liberté pure et ses possibilités réelles de concrétisation fait qu'il est compliqué de manœuvrer face à un régime à peine altéré. Dans ce marais, entre le monde ancien qui ne finit pas de mourir et le nouveau qui n'est pas encore né, il y a en plus de la police, un corps de spécialistes éduqués à défendre la dictature, très difficile de contrôler et encore plus difficile d'épurer.

D'autre part, il affirme qu'on ne peut pas compter pour le moment sur l'UGTT. Elle est trop occupée à résoudre sa propre crise. Sa direction est empêtrée dans les entrailles corrompues du système et a collaboré au maintien de ce dernier en empêchant la formation d'autres forces syndicales. Les militants de gauche obligés d'agir à son ombre se heurtent maintenant à des limites infranchissables, affaiblissant en même temps l'unité du syndicat. Les divisions sont grandes, comme le prouve, par exemple, le communiqué que le secteur de l'enseignement a diffusé dans l'Avenue Bourguiba, et dans lequel il soutient la lutte du peuple contre le gouvernement provisoire de Ghannouchi.

Tandis qu'il parle et boit de la bière dans l'Hôtel International, Redha Redhaoui commente la situation en Egypte, dont les images sont retransmises en temps réel par Al-Jazeera. Il est enchanté par la répétition, pas à pas, des événements tunisiens et par la paradoxale concession de Moubarak qui, pour la première fois, nomme un vice-président ou, ce qui revient au même, un successeur : Omar Souleiman, chef des services secrets et homme le plus proche d'Israël. A ce moment son téléphone mobile sonne. On l'appelle de Kasserine.

- Ils appellent à une grève générale pour demain, dit-il, et ils me demandent d'alerter les médias étrangers pour la couvrir. Mais il en reste très peu et cela alors que, contrairement à ce qu'on peut penser, les choses ne font que commencer !

Nous sortons dans une Avenue Bourguiba obscurcie, dans laquelle viennent de manifester les femmes démocrates, des groupes d'étudiants et des petits groupes bruyants qui sont maintenant sans cesse dispersés par la police. Dans rue de Marseille, un jeune avec sa capuche sur la tête, maigre et décharné, s'approche de nous en balbutiant : il tend un papier à Redha d'une main tremblante et raconte qu'il est le frère d'un des martyrs de Kasserine et qu'il n'a pas d'argent pour retourner dans sa ville. Redha pose sa main sur son épaule, l'écoute et lui donne discrètement vingt dinars (10 euros), une quantité importante d'argent.

- La première histoire est fausse – dit-il malicieusement – mais la seconde est vraie. Aussi, appliquons le principe de la présomption d'innocence.

Ensuite, nous devons à toute vitesse placer sur notre bouche le petit masque qu'on nous a donné ce matin sur l'Avenue Bourguiba et partir en courant. L'air redevient à nouveau tendu et piquant. Les bombes lacrymogènes sifflent dans les airs et des ombres noires nous pressent les talons.

Dans l'Avenue de Paris, nous ralentissons, le pas. Comme si rien ne s'était passé, Redha nous propose de manger et de boire quelque chose. Mais à ce moment son téléphone mobile sonne à nouveau. Nous devons revenir sur nos pas parce que son amie Nayat, une jeune de Gafsa qu'il nous a présenté quelques heures avant, est blessée. Nous la retrouvons cent mètres plus loin, soutenue par trois ou quatre personnes. Elle peut à peine marcher et quand nous parvenons jusqu'à elle, elle s'écroule sur le sol. Son keffieh palestinien est tâché de sang.

La police est entrée dans le café et l'a frappée à coups de matraque sur la tête nous dit l'un de ses compagnons. Redha la soulève, arrête un taxi, nous dit précipitamment au revoir et l'emmène à l'hôpital Charles Nicole.

L'atmosphère du Passage est pâteuse et sordide. Il n'y a ni manifestations ni protestations. Seules quelques personnes perdues, sur le trottoir. Mais voici que, soudain, trois fourgons policiers apparaissent, ouvrent leurs portes et qu'une flopée d'uniformes noirs en jaillit. Nous les regardons presque comme une curiosité touristique, sans comprendre de quoi il s'agit. Ensuite, tout le monde part en courant, nous y compris. Les bombes lacrymogènes explosent à nouveaux ; nous courons, courons, avec le cœur qui sort par la bouche, avec l'impression qu'ils sont partout, zigzaguant entre les petites rues et entraînant avec nous tous ceux qui s'y promenaient tranquillement.

Lorsque nous arrivons à la maison, nous appelons Redha sur son téléphone. Il est toujours à l'hôpital, mais heureusement Nayat va bien.

Tunis, non.

La conscience des gens est très supérieure à l'étroitesse du contexte. L'étroitesse est, en effet, très étroite.

Dix-septième jour du peuple tunisien : Le feu sous les cendres

Tunis, le 30 janvier 2011

Hamida Ben Romdhane, directeur de « La Presse » le 13 janvier et également directeur de la « La Presse » le 30 janvier, écrit aujourd'hui un article intitulé « Mea culpa », dans lequel il s'en prend aux « serviles, aux calculateurs, aux manipulateurs » qui, pendant des années, ont servilement prêté leur concours au culte de la personnalité du dictateur. « Aujourd'hui », dit-il, « La Tunisie respire, et notre journal également. Depuis le 15 janvier nous avons changé parce que nos journalistes ont été libérés du joug de la dictature par la révolte populaire. Nous n'avons pas hésité un instant à nous lancer dans la brèche ouverte par notre jeunesse il y a maintenant deux semaines de cela ». Le problème n'est pas l'objet, mais bien l'adulation. Aujourd'hui, on adule « le peuple » alors qu'on expulse de la Quasba, on glorifie la jeunesse alors qu'on l'asperge gaz de lacrymogène sur la Bourguiba, et ainsi on démontre que les mêmes hommes et les mêmes institutions peuvent être successivement bleus, noirs, jaunes ou rouges. Avant, ils devaient tout au dictateur. Maintenant, ils doivent tout au « peuple ». Mais les journalistes sont toujours les mêmes, et le journalisme tout aussi déclamatoire et routinier.

Je lis dans « As-shuruq », d'autre part, les « éclaircissements du ministère de l'Intérieur en relation avec les affrontements de vendredi entre les manifestants de la Quasba et les corps de sécurité ». La police, semble-t-il, s'est limitée à répondre aux souhaits des citoyens – commerçants, fonctionnaires et voisins – qui subissaient un préjudice à cause des difficultés de circulation entre la Médiana et l'Avenue du 9 Avril. Elle patrouillait dans la zone, quand, soudain, et à sa grande surprise, elle fut violemment attaquée à coups de pierres par des groupes de manifestants. Ceux qui étaient là, y compris quelques journalistes, nous savons que ce n'est pas vrai. Nous savons que ce fut une opération planifiée à l'avance, coordonnée avec l'armée et destinée à – comme dirait un classique - « faire tout le mal possible à un homme sans le tuer ». Il n'est pas encore clair que personne n'ait été tué, et tandis qu'on a officiellement libéré les vingt détenus, des listes de disparus dont on ne retrouve aucune trace continuent à circuler. On spéculé, en outre, sur l'origine de l'ordre d'expulsion et toutes sortes d'hypothèses crépitent sur Facebook, qui redevient la caisse de résonance des vides, des silences, des ratures des médias. Ce qui est clair par contre, c'est que les cadres de la police, comme ceux de l'information, plongent toujours leurs racines dans les habitudes et les intérêts de « l'Ancien Régime ».

Les révolutions sont chatoyantes ; elles crachent du feu et des fleurs par la bouche et tout le monde veut en faire le portrait. La Tunisie a, de manière inespérée, déclenchée une avalanche – dit Fahem Bukadous, le journaliste libéré il y a dix jours – qui n'est pas seulement « émulative », il s'agit d'une véritable « rivalité révolutionnaire », d'une « compétition positive » qui aujourd'hui secoue l'Égypte, l'épicentre du monde arabe. Ce qui se passe là-bas aura à nouveau des répercussions ici.

Entre temps, en ce dimanche de « feu sous les cendres » pour le dire comme le poète national, le processus initié le 17 décembre et qui a explosé le 14 janvier, continue toujours aujourd'hui, mais sans haut-parleurs, ni projecteurs. L'armée est toujours dans la rue, tout comme la loi martiale, le couvre-feu, la menace des milices de Ben Ali. L'avenue Bourguiba n'est plus en ébullition, mais elle bouillonne lentement en petits groupes plein d'excitation. Rachid Ghanouchi, le leader du parti islamiste Ennahda, est revenu d'exil, reçu à l'aéroport par plusieurs centaines de ses partisans. Le Front du 14 janvier, coalition des organisations de la gauche radicale, s'est réuni et coordonne pour les prochains jours des grèves, des manifestations et des protestations. La base de l'UGTT ne se déclare pas vaincue. L'exigeante utopie plébéienne activée après 23 années de sombre réalisme va mettre en difficulté les bons et les mauvais. Ni les uns, ni les autres ne sont satisfaits.

Le recul est clair, mais il est plus facile de tuer un peuple réveillé que de l'endormir à nouveau. La capitale, insiste Boukadous, n'est qu'un effet d'optique. La révolution est née dans le centre et le sud du pays, elle y retourne et elle s'y maintient. Il faudra aller la chercher, il faudra la ramener à nouveau.

Dix-huitième jour du peuple tunisien : La stratégie de la tension

Tunis, le 31 janvier 2011

Les parents qui perdent un enfant peuvent en avoir à nouveau, mais on ne peut pas dire qu'ils ont « récupéré la normalité » ; la femme qui perd un être aimé peut retrouver un autre amour, mais on ne peut pas dire qu'elle « récupère la normalité ». La Quasba, aujourd'hui, nous offre l'histoire douloureuse, inoubliable, contenue dans la phrase : « comme si rien ne s'était passé ». L'acte d'effacer laisse une trace qu'on ne peut effacer ; l'acte de nettoyer laisse une tache indélébile, une absence blanche fantomatique enchaînée à la pierre. Il n'y a rien, il n'y a, pour la première fois, « rien ».

Nous sommes retournés ce matin à la Quasba, fermée sur ses quatre côtés par des barbelés. Les policiers ne laissent entrer que les fonctionnaires qui travaillent dans l'enceinte. Mais nous avons pu voir, de l'extérieur, et photographier ce lieu qui a subi comme un lifting facial, révélant une histoire occulte, une antiquité étouffée. Ils ont fait du bon travail, cela ne fait pas de doute. Il ne reste pas de trace des inscriptions, pas une lettre de graffiti, de peinture. Même sur la pierre du palais du Premier ministre, on ne peut déceler la moindre trace du bouillonnement de paroles qui pendant cinq jours a fusionné la politique et la vie dans un pur présent sans avenir.

Il n'est pas vrai que le pouvoir a un centre. Les tanks et la police protègent dans la Quasba des murs. Nous, nous en avons besoin de ces murs pour au moins écrire. Eux en ont besoin pour imposer le silence.

La journée est froide, sombre, pluvieuse. Dans le café « Univers » nous retrouvons Sélim, une vieille connaissance, membre d'Amnesty International. Son organisation continue à tenter d'établir le nombre exact de morts pendant les révoltes et il se plaint de l'indifférence des nouvelles institutions, les mêmes qui tentent d'occulter leur continuité avec le passé et de fonder leur légitimité sur le sacrifice des victimes.

- Une semaine après la chute de Ben Ali, dit-il, personne n'avait encore été à Kaserine. Ils sont frustrés et blessés. Ils disent que ce sont eux qui ont fait la révolution et personne ne va les voir. Ils se sentent dépossédés. On leur a volé leur révolution.

Sélim est abasourdi par la lucidité politique des habitants des régions intérieures, qui sont très remontés vis-à-vis de l'UGTT. Et également, bien entendu, envers les partis qui collaborent avec le gouvernement, le PDP de Najib Chabbi et Ettajdid (« Rénovation », ex-PC) de Ahmed Brahim, déjà légaux sous le dictateur.

- Ces partis ont fait de très bon choix pour leurs ministres ; celui du Développement et de l'Enseignement supérieur, car cela leur permet d'avoir un accès privilégié aux zones populaires et aux jeunes. Ils ont déjà commencé leur campagne électorale. C'est le vieil ordre des choses, dans lequel on confond l'Etat et le parti. C'est pour cela qu'il n'est pas rare que, dans les protestations, on répète sans cesse le slogan ; « PDP et Ettajdid, vous avez vendu le sang des martyrs ».

A ce moment son téléphone mobile sonne et il informe : A Gafsa il y a une grande manifestation et l'armée a tiré en l'air. La police réprime durement. Nous lui demandons ce qu'il pense de ce retour à la vieille normalité de plomb.

- L'appareil du parti tente de récupérer le contrôle au travers de la terreur et de la répression.

Et c'est bien ce qui semble se passer. A 12h30 s'est formé un groupe nourri de cinq cent personnes qui montent et descendent par l'Avenue Bourguiba, du ministère de l'Intérieur jusqu'à la Porte de France, avec un calicot qui déclare : « Nous ne sommes pas défaits, nous continuons la lutte ». Ce groupe est apparu de nulle part et se disperse ensuite partout, pour se cristalliser à nouveau quelques minutes plus tard, un peu plus loin, comme une nuée de feuilles mortes portées par le vent ou le sable des dunes. Nous sommes intéressés à savoir qui les a rassemblés et ils nous révèlent leur secret. Ce n'est pas un parti, ni Facebook ou le téléphone mobile, mais bien l'Avenue Bourguiba elle-même, qui s'est transformée, pour le dire en termes informatiques, en un espace préétabli pour la mobilisation. Ils arrivent ici par petits groupes, impulsés par une volonté individuelle et ils fusionnent dans le boulevard. De cette manière, il est difficile d'exercer une pression préalable sur eux, mais il est aussi très facile de les intimider et de les disperser.

C'est ce qui se passe vers 16 heures, quand la concentration commence à s'éclaircir de par sa propre nature. Soudain, avec la même caractère aléatoire avec lequel elle s'est formée, la police charge durement contre elle, utilisant les bombes lacrymogènes et les matraques. Dix minutes de brutalité suffisent pour « rétablir la normalité ». Pourquoi maintenant et pourquoi avec une telle furie ?

Au milieu de l'après midi, déjà à la maison, une connaissance de Gafsa qui travaille dans un café de Bardo m'appelle par téléphone et me passe une de ses amies de Sfax. Elle me demande d'avertir les médias étrangers ; dans la seconde ville de Tunisie, les milices ont attaqué les écoles et les lycées, expulsant les élèves et frappant certains professeurs. Il n'y a pas de police et les éléments de l'armée sont rares. Les milices ont menacé de revenir pendant la nuit pour poursuivre leur œuvre de destruction. Les sfaxiens sont sans défense et effrayés. L'ombre des milices, maintenant que les comités d'autodéfense ont baissé la garde, reviennent pour générer le climat d'instabilité nécessaire pour une involution. Ils travaillent pour le gouvernement ou contre lui ? Les rumeurs selon lesquelles les milices ont menacé le nouveau ministre de l'Intérieur dans son propre bureau sont-elles fondées ? Où cherchent-ils intentionnellement d'alimenter la crédibilité du nouveau cabinet ? Dans tous les cas, les rumeurs font partie de la même stratégie de confusion et d'insécurité, une phase indissociable – dit Boukadus, à qui je demande confirmation – de tout processus révolutionnaire.

Via une amie, nous alertons la chaîne « Al-Jazeera » sur les nouvelles reçues de Sfax. La réponse a le mérite d'être franche :

- La Tunisie n'est plus une question internationale, mais locale.

Nous sommes donc devenus « locaux ». Peur locale, répression locale, et luttes également locales. La ligne de démarcation entre localité, normalité et légitimité est, malheureusement, extraordinairement fine.

Ce qui est beau dans cette nuit un peu tendue – comme une éruption du passé – c'est la confirmation que Salem a raison ; la mémoire, ensemble avec les rumeurs, les mythes, les impératifs utopiques, remonte soudainement ces derniers jours depuis ses racines ancestrales. Comme si on prenait une dose de harissa qui dégage les narines et les consciences. Des gens très jeunes se souviennent d'événements très anciens. Amin me confesse qu'il vient de passer toute une nuit à lire sur l'histoire de la Tunisie, dont il ne savait rien. Et quand nous parlons des commerçants de la Médina, empêtrés dans leurs petits intérêts mesquins et partisans à outrance de l'ordre face au chaos de la plèbe de la Quasba – infiniment plus cultivée, plus lucide et universelle qu'eux –, il résume la situation en une phrase lapidaire :

- Ils veulent un peu de liberté et un peu de sécurité, sans comprendre qu'à cause de leur mesquinerie ils peuvent perdre les deux.

Dix-neuvième jour du peuple tunisien : Qui gouverne en Tunisie ?

Tunis, le 1er février 2011

Aujourd'hui en Tunisie plusieurs événements terribles se sont produits :

On a incendié la plus grande école de Bardo, un des quartiers de la capitale

On a attaqué un restaurant hébreu, « Mamie Lily », à la Goulette

On a kidnappé dans une école de l'Ariana le fils d'un général

On a brûlé une synagogue à Djerba

On a vidé toutes les écoles de la ville

On a demandé aux médias étrangers de quitter le pays.

Aucun de ces événements ne s'est déroulé en Tunisie. Mais il se fait – et c'est un véritable succès – qu'on a dit que toutes ces choses ont eu lieu et la rumeur, avec les mêmes moyens utilisés contre la censure, a circulé, a volé, a infecté des milliers de personnes et provoqué exactement le même climat d'insécurité et de terreur que si ces événements s'étaient réellement produits. Ceux là mêmes qui sont capables de faire de telles choses, les mêmes qui courent toujours dans les rues, de nuit comme de jour, pour effrayer et intimider, les mêmes qui ont attaqué des locaux et des institutions hier à Kasserine, lancent ces rumeurs au lieu de lancer des bombes, mais avec le même objectif. Les mêmes ? Mais qui sont-ils ?

La police s'est déclarée aujourd'hui en grève à Sfax et elle proteste dans d'autres villes contre ce qu'elle considère un traitement injuste ; ils veulent, disent-ils, récupérer la confiance du peuple. La vérité, c'est qu'il n'y a plus de police. Dans beaucoup de villes et de villages de Tunisie, il n'y a plus de policiers. Et c'est très bien qu'il n'y en ait plus. Mais, ce qui pourrait être considéré comme une conquête populaire, si en même temps les quartiers étaient auto-organisés, devient maintenant une source d'inquiétude. Les petites attaques et les énormes mensonges commencent à miner la sérénité des gens. Ils n'ont pas vidés les écoles, non, mais il est vrai par contre que beaucoup d'élèves sont rentrés chez eux ou ont été ramenés par leurs parents avant la fin des cours. Ceux de Bizerte, où nous étions à 15 heures, parce qu'ils avaient eu peur suite à l'incendie qui n'a jamais eu lieu à l'école de Bardo ; ceux de Tunis parce qu'ils avaient peur suite aux échanges de tirs qui n'ont jamais eu lieu dans les collèges de Bizerte. C'est impressionnant la vitesse à laquelle circulent les vérités, mais la vitesse à laquelle circulent les fausses rumeurs est encore plus impressionnante. Et si la vérité n'admet aucune exagération, vu qu'elle cesserait de l'être, la rumeur exige – comme toute émotion impérieuse – de s'exprimer en majuscules. On ne peut rien ajouter à la vérité, mais tout le monde ajoute quelque chose de son cru à une fable.

Es-ce que la police tente de récupérer la confiance des gens en provoquant cette insécurité dans les villes ? C'est possible. Mais il est vrai également que le nouveau ministre de l'Intérieur a confirmé qu'hier, le ministère a été attaqué par des centaines de personnes, dans ce qu'il qualifie de « complot contre la sécurité de l'Etat ». Es-ce que le gouvernement tente de gagner la confiance de ceux qui ne croient pas à la rupture qu'il est censé incarner ? C'est également possible. Mais ce qui n'est pas moins le possible, c'est que les milices du RCD, ensemble avec des mercenaires sortis des prisons avant le 14 janvier, sont toujours là, en attente, bien organisées et financées, tramant dans l'ombre.

Le cas de Bizerte, la belle ville portuaire du nord du pays, est significatif. Comptant avec la plus grande concentration de casernes et de soldats – des trois forces armées – elle a vécu pendant une semaine les plus durs combats du pays après la fuite du dictateur. Beaucoup de ces miliciens qui tentèrent d'attaquer les bases militaires pour saisir des armes sont toujours cachés dans la forêt de Nador, d'où ils menacent la population. Hier, pendant la nuit, les échanges de tirs ont repris et ce matin, peu avant notre arrivée, les soldats ont arrêté deux membres des milices. Avec l'hélicoptère survolant nos têtes et une présence massive de militaires dans les rues, l'atmosphère est lourde à Bizerte. On s'attend d'un moment à l'autre à ce que quelque chose d'aussi grave qu'indéterminé se produise et un ami de Mohamed nous conseille, en effet, de rentrer le plus vite possible à la capitale.

Mais il ne se passe rien. Ou seulement une petite chose significative ; nous trouvons un cadavre. Scotchés au téléphone dans l'attente de nouvelles non confirmées, nous marchons vers la rue du 26 Mars quand Ainara voit devant nous un jeune qui balance une charge de l'autre côté d'un mur et s'en va en courant. En passant à l'endroit où il se trouvait, nous cherchons des yeux l'objet par curiosité, au travers des orifices du mur. Et nous voyons soudain quelque chose que nous ne mettons pas en relation immédiatement avec le fugitif. C'est un corps. Il est couché face contre terre à demi enfoui dans l'herbe, complètement immobile. Habillé de jeans noirs et d'une veste grise en laine et à capuche. Il n'est pas dans la position de quelqu'un qui s'est endormi et il ne semble pas probable que quelqu'un choisisse un tel endroit à une telle heure pour faire la sieste. Il est évident qu'il est mort.

Nous décidons de contourner le mur, qui entoure l'enceinte d'un chantier et d'alerter un gardien. Nous l'accompagnons, un peu tremblantes, jusqu'au corps à demi caché dans le jardin. Le voilà. Il ne bouge pas. Ne respire pas. Le gardien le touche du pied.

- Mais... c'est un mannequin !

Un mannequin, en effet. Nous comprenons toute de suite. Le jeune fugitif avait volé le mannequin dans un quelconque magasin proche et l'avait jeté par dessus le mur, pensant revenir plus tard le chercher sans danger. Nous lui avons ruiné son opération. Le soulagement, on peut le comprendre, se transforme en hilarité. Et nous nous éloignons en riant tandis que le gardien accompagne du bras le mannequin jusqu'à sa petite guérite, également très content de sa trouvaille.

Nous passons l'après midi à Bourjalouf, un village de 7.000 habitants de la banlieue de Bizerte, dans la maison familiale de Mohamed. Nous y faisons la connaissance de Mohamed Ali, soudeur, et de Quais, maçon, tous deux au chômage et tous deux très actifs depuis le début de la révolution. Ils nous racontent leurs expériences comme membres des groupes d'autodéfense pendant dix jours et les combats dans les casernes des alentours. Les piquets étaient composés de 25 personnes en moyenne et étaient en communication entre eux ainsi qu'avec l'armée par téléphone portable. Les femmes, réunies en grands groupes dans les maisons, préparaient les rations de thé et de nourriture.

Nous parlons de la nécessité de convertir cette impulsion défensive et solidaire dans une forme d'organisation permanente qui s'occupe non seulement de la sécurité, mais aussi de gérer la vie quotidienne à la place de la cellule du parti RCD et d'une municipalité à la fois incompétente et complice. Et s'il est possible de construire cette nouvelle institution sous un gouvernement qui, lui, n'est pas révolutionnaire et qui, en outre, continue à contrôler derrière le rideau les mêmes forces obscures.

- De fait, dit Mohamed Ali ce n'est même pas Ghannouchi qui gouverne. Il ne faut pas s'obsessionner avec lui. Ce sont d'autres, derrière lui, qui donnent les ordres.

Mais la discussion tourne également sur la question de savoir si on peut réellement parler d'une révolution. Qu'est-ce qu'une révolution ? Un grand mouvement de masses indépendant qui atteint ses objectifs ? La subversion complète d'un ordre et d'un système ? Suffit-il de mettre à bas un tyran ? Faut-il mettre encore à bas la tyrannie ?

Mohamed Ali donne une définition qu'avait curieusement anticipée quelques heures plus tôt notre ami Mario, professeur à l'Université de la Manuba, dans le petit restaurant où nous avons mangé avec Mohamed :

- On ne peut parler de révolution que si à un moment donné tout le peuple sort dans la rue pour faire une grande fête. Les victoires se fêtent et si on ne le fait pas, c'est qu'il n'y a pas eu de victoire. Nous n'avons rien pu fêter dans la rue, même pas l'expulsion de Ben Ali. Et cela signifie que nous n'avons pas encore gagné.

Le paradoxe c'est que les médias occidentaux sont subitement devenus « marxistes ». Il ne cessent d'insister sur le fait que la cause de la révolte tunisienne est le pain et le chômage ou, comme je le lis dans « Le Monde » en rentrant chez moi ; « Les révoltes ont un enrobage de liberté, mais un cœur économique ». Il y a un européocentrisme patent dans ce type d'analyse : la liberté et la démocratie sont des inventions européennes et les peuples que l'Europe méprise et a contribué à enchaîner – au nom de la liberté et de la démocratie ! - sont incapables de penser à autre chose qu'à leur estomac. Ils ne supportent pas l'idée que les arabes prennent au sérieux ce qu'ils ont si mal utilisé. Nous ne savons pas si en Tunisie il y a eu, il y a, il

y aura une révolution, mais ces jours ci les Tunisiens (ou les Egyptiens) ne parlent pas de nourriture, mais bien de politique.